



C_2016_083

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:
ZAC Chabran -
Régularisations
foncières**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

L'opération de la Zone d'Aménagement Concerné (ZAC) Chabran est finalisée, les lots ont été vendus.

Afin de pouvoir mettre en concordance le contenu réel des propriétés avec les actes notariés et plans cadastraux, certaines régularisations foncières s'avèrent nécessaires.

Ces régularisations concernent la SAIEM, la ville de Draguignan et la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

En l'espèce, la présente régularisation porte sur le parvis de la « Pépinière hôtel d'entreprise bâtiment B » appartenant à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

En effet, la parcelle cadastrée section AE n°297, située en zone UBz au POS de la commune de Draguignan, d'une contenance totale de 731 m² comprend :

- d'une part, 291 m² d'emprise au sol correspondant au bâtiment « Pépinière hôtel d'entreprise bâtiment B » ;
- d'autre part, 440 m² de terrain nu dont la vocation est d'intégrer le domaine public de la Ville de Draguignan.

Ainsi, il apparaît nécessaire de procéder à la division de la parcelle cadastrée section AE n°297 en vue de céder 440m² de terrain nu à l'euro symbolique au profit de la commune de Draguignan.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise conservera l'emprise correspondant à l'emprise au sol du bâtiment à savoir 291 m².

Il est précisé que les différents escaliers d'accès au bâtiment « Pépinière hôtel d'entreprise bâtiment B » sont situés sur la parcelle cédée à la commune.

Ils feront l'objet d'une demande de permission d'occupation du domaine public de la commune par la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise conservera l'accès, l'entretien et la responsabilité sur ces ouvrages.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Urbanisme » réunie le 14 juin 2016 , il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser la cession à l'euro symbolique à la commune de Draguignan 440 m² de terrain nu à détacher de la parcelle cadastrée section AE n°297 ;
- signer tous documents afférents à cette division et à cette cession, notamment l'acte

notarié ou administratif qui sera proposé par la ville de Draguignan.

- dire que la ville de Draguignan prendra à sa charge l'ensemble des frais afférents à cette cession et notamment les frais de rédaction et de publication de l'acte.
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et document afférent à cette opération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.